

Tourner sans autorisation : que dit la loi ?

Quand on débute dans le cinéma ou l'audiovisuelle, on se demande souvent « Est-ce que j'ai le droit de tourner ici ? ». Alors, que dit vraiment la loi en France sur le tournage sans autorisation ? Est-ce qu'on peut filmer partout ? Et dans quels cas faut-il faire une demande ? Voici un petit tour, clair et concret, de ce qu'on peut faire.

1. Filmer dans l'espace public

Bonne nouvelle ! En France, filmer dans la rue est en principe autorisé. La voie publique est un espace libre, et tant qu'on ne gêne pas la circulation ni la tranquillité publique, aucune autorisation n'est strictement obligatoire pour un tournage léger.

Mais attention, ça ne veut pas dire qu'on peut tout faire :

- Si vous utilisez du matériel encombrant (trépied, projecteurs, machinerie...),
- Si vous bloquez un trottoir ou une place,
- Si vous prévoyez une scène avec beaucoup de comédiens ou du bruit,

Il faut faire une demande d'autorisation de tournage sur la voie public à la mairie ou à la préfecture. Certaines villes ont un bureau dédié aux tournages.

Conseil : même pour un tournage léger, un petit mail ou coup de fil à la mairie locale permet d'éviter les mauvaises surprises.

2. L'espace privé

Dès que vous filmez dans un lieu privé (intérieur d'un appartement, boutique, entreprise, parking privé, etc.), vous devez obtenir une autorisation écrite du propriétaire ou de l'exploitant.

Et ce n'est pas facultatif. Sans cette autorisation vous risquez une interruption de tournage en plein milieu, et vous vous exposez à des poursuites pour violation de domicile ou trouble.

Même si l'endroit semble "abandonné" ou vide, il y a toujours un propriétaire. Et ce propriétaire peut tout à fait interdire l'exploitation de votre film s'il découvre que vous avez tourné sans son accord.

3. Droits à l'image

Tourner dans la rue c'est bien, mais filmer des passants reconnaissables sans leur accord, non. La règle est simple :

- Si une personne est identifiable, vous devez avoir son autorisation écrite pour diffuser l'image.
- Idem pour les enfants, avec l'accord des deux parents.

Même principe pour les enseignes, marques visibles, logos ou œuvres d'art protégées (comme une sculpture dans un lieu public) : leur utilisation dans une vidéo commerciale ou publicitaire peut nécessiter un accord ou des droits à payer.

Dans le cadre d'un court-métrage, les risques sont moindres si la diffusion reste privée ou limitée à des festivals non commerciaux. Mais dès qu'il y a diffusion en ligne ou exploitation commerciale, soyez vigilant.

4. Que risque-t-on en cas de tournage sans autorisation ?

Filmer sans autorisation, ce n'est pas anodin. En cas de litige :

- Le propriétaire du lieu peut interdire la diffusion du film.
- En cas de trouble à l'ordre public ou d'occupation non autorisée, vous risquez une amende voire la confiscation du matériel.
- Et en cas d'atteinte à la vie privée ou au droit à l'image, vous pouvez être poursuivi en justice.

Le plus souvent, ça se règle à l'amiable, mais mieux vaut être prudent.

Conclusion

Tourner sans autorisation, c'est possible dans certains cas mais pas sans risque. Le bon réflexe, c'est de toujours anticiper, de communiquer avec les lieux ou les autorités concernées, et d'avoir des preuves d'accord par écrit (mails, autorisations signées...).

Besoin d'un accompagnement pour organiser votre tournage ?

Chez Lorbac Productions, on accompagne nos clients dans toutes les étapes : du brief à la post-prod... en passant par les autorisations de tournage, les repérages, la logistique et la gestion des imprévus. Vous avez un projet de film ou de vidéo d'entreprise ? Contactez-nous